

Le ministre n'a pas jugé bon d'éliminer immédiatement les taxes de vente sur les machines de production et sur les matériaux de construction. Comme je l'ai déjà dit, les programmes d'expansion se poursuivront sans tenir compte des épargnes forcées sur les bénéfiques des sociétés. En prévoyant l'élimination progressive de la taxe de vente sur les machines, nous ne faisons que prolonger l'inflation. Alors, quand la concurrence se resserrera, nous ne pourrons plus rivaliser avec nos compétiteurs sur les marchés intérieurs et extérieurs. Si nous devenons obligés de vendre pour faire face à la concurrence, alors nos sociétés ne réaliseront plus de bénéfices et, partant, elles cesseront d'être un actif pour notre pays.

Lorsque je pense que les scies à chaîne sont assujetties à la taxe de vente de 11 p. 100, le motif d'une telle mesure m'échappe. Nous pénalisons les bûcherons qui veulent travailler et cherchons à les empêcher de produire davantage. Des mesures de ce genre ne sont pas de nature à accroître la production. Nous avons fait obstacle à la construction d'habitation. Je me contente de renvoyer le ministre à une déclaration de M. Jean-Yves Gélinas, président de l'Association nationale des constructeurs d'habitation. M. Gélinas aurait déclaré, comme en fait foi le *Globe and Mail* du 7 avril:

La politique du gouvernement a contribué à accroître le prix des maisons au-delà des moyens de nombreux Canadiens. La taxe fédérale de 11 p. 100 encore en vigueur sur les matériaux de construction favorise l'inflation. Quand les prêts hypothécaires sont difficiles à obtenir, le constructeur ressemble à un homme qui, en train de se noyer, reviendrait pour la troisième fois à la surface et à qui le gouvernement porterait secours en mettant simplement sur le marché des fonds hypothécaires. Le gouvernement est un héros. Bien entendu, on oublie que c'est le sauveteur qui a tout d'abord tenté de noyer la victime.

L'article se poursuit ainsi:

Le gouvernement a demandé à l'industrie l'an dernier de chercher à doubler sa production, a-t-il dit, mais une planification de ce genre exige l'assurance que des prêts hypothécaires seront disponibles.

• (3.20 p.m.)

Puis, M. Gélinas ajoute:

Aujourd'hui, le gouvernement, préoccupé par l'inflation, a adopté de propos délibéré une ligne de conduite qui vise à restreindre les fonds disponibles pour les prêts hypothécaires en vertu de la loi nationale sur l'habitation.

Plus loin, il déclare:

Dans certaines zones, il paraît que la Société centrale d'hypothèques et de logement a refusé d'approuver les prêts demandés par des propriétaires de maisons familiales à l'égard de maisons déjà vendues. A notre avis, cette politique n'est pas de nature à arrêter les tendances inflationnistes, mais elle contribue plutôt à l'inflation.

[M. Keays.]

Voilà une déclaration faite par le président de l'Association nationale des constructeurs d'habitations à l'égard d'un problème qui, en soi, préoccupe fort tous les Canadiens. Le pays est conscient du fait que nous n'avons pas les fonds nécessaires pour poursuivre le programme de construction d'habitations publiques parce que les engagements pris en 1965 ne correspondaient pas aux augmentations des deux années précédentes. Il y a au pays, une pénurie de maisons d'habitation et le gouvernement ne semble pas suffisamment conscient du danger qu'il y a de permettre une régression plutôt qu'une augmentation nécessaire si l'on veut faire face à la demande de logements et au réaménagement des quartiers délabrés.

Le budget n'était pas audacieux. Aucun engagement hardi n'a été pris. Nous n'avons adopté aucune nouvelle mesure pour accroître la productivité. Nous nous contentons de restreindre les dépenses dans les régions où l'emploi est élevé, tout en n'oubliant complètement ces centaines de milliers de Canadiens qui vivent dans des régions en proie au marasme et qui semblent condamnés à jamais à mener une vie médiocre. J'espère que le ministre examinera à nouveau les répercussions nocives de son budget dans les régions où sévit le chômage et qu'il prendra les mesures voulues pour résoudre les problèmes qui se posent dans ces régions et augmenter les revenus de ceux qui y demeurent, de façon à les rendre comparables aux revenus des régions où l'emploi est élevé.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, les propositions budgétaires que le ministre des Finances (M. Sharp) a présentées il y a plusieurs jours ne peuvent que rendre le riche de ce pays plus riche et maintenir dans la pauvreté et la maladie le pauvre et le malade. Si le ministre a jamais entendu parler du principe selon lequel un budget devrait servir à répartir le revenu de la population sur une base plus équitable, il n'a certainement donné dans son budget aucun indice qu'il y accordait quelque importance. Le présent budget se distingue par l'énorme souci qu'il a du statu quo, de ne pas priver le commerce du droit de réaliser des profits en aucune circonstance.

Aujourd'hui, je désire parler d'une sphère de la vie canadienne que le ministre a ignorée complètement. Si notre pays doit progresser, comme il le devrait, nous devons intensifier nos efforts dans le domaine de la recherche scientifique. L'actuel ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (M. Marchand), alors qu'il était président de la